

3 ANS DE MANDAT

AU PLUS PRÈS DES
BESOINS DU TERRITOIRE



Membre de la Commission
de la culture de l'éducation, de la
communication et du sport

Vice-Président de la Délégation
aux collectivités territoriales
et à la décentralisation

Vice-Président de la Mission d'information
sur le développement d'une filière
de biocarburants, carburants synthétiques
durables et hydrogène vert

Membre de la Mission d'information
sur l'exploration, la protection
et l'exploitation des fonds marins

GÉRARD LAHELLEC, VOTRE SÉNATEUR

Parti pris

Je suis né le 4 avril 1954 à Kerdaret, où mes parents exploitaient une petite ferme d'une dizaine d'hectares, comme il en existait beaucoup chez nous ; mon père ayant la qualification professionnelle d'ouvrier agricole et ma mère, celle de femme « sans profession ».

Tous deux, locuteurs du breton natifs de Plufur, qui avaient fait le choix du communisme et de la Résistance pendant la guerre, étaient des travailleurs, plutôt généreux et partageux, accueillant tous ceux qui venaient à nous.

C'est dans cet environnement que j'apprends très tôt, outre la langue bretonne, le sens des autres.

Chez nous, « on est paysans, communistes et on parle le Breton » : ces trois qualificatifs constituent les composantes indissociables de mon identité.

ÉDUCATION

Les questions éducatives me tiennent à cœur depuis le début de mon mandat parlementaire. Mais j'ai pu m'y consacrer de manière plus approfondie à partir d'octobre 2023, siégeant désormais à la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport au Sénat. Je suis présent au quotidien aux côtés des enseignants, des parents d'élèves, des communes et prêt à échanger avec la direction académique.

Budget Éducation 2024

Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2024, j'ai voté contre le budget du gouvernement alloué à l'Éducation Nationale.

Celui-ci prévoyait la suppression de 2500 postes d'enseignants alors même que certaines académies peinent à recruter. La prétendue hausse du budget est à relativiser au regard de l'augmentation de l'inflation et du point d'indice. L'augmentation des salaires des enseignants telle qu'envisagée fait peser un risque d'écrasement de la hiérarchie des salaires.

J'ai au contraire défendu le soutien à la politique éducative à travers :

- l'augmentation de l'offre de formation de l'enseignement public agricole ;
- le renforcement de la médecine scolaire ;
- la préservation des fonds sociaux à destination des familles en difficulté.

Un statut pour les AESH !

J'ai déposé des amendements en faveur de la création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH, sans succès. Mais récemment, j'ai voté en faveur d'une proposition de loi qui prévoit la rémunération des AESH sur le temps méridien et qui a été adoptée au Sénat, c'est déjà ça !

Réguler Parcoursup

J'ai interpellé la Ministre pour améliorer l'accès des bacheliers professionnels à l'enseignement supérieur et pour que les écoles privées lucratives qui bénéficient des subventions publiques liées à l'apprentissage, non contrôlées par le ministère de l'Enseignement Supérieur soient exclues de la plateforme !

Repenser la carte scolaire des Côtes d'Armor

Chaque année, je me bats pour que soit révisé le projet de carte scolaire qui, sous couvert d'adapter l'offre éducative à la baisse démographique, procède à des coupes sombres indifférenciées notamment dans nos zones rurales, destructurant l'organisation locale, sans considération pour les investissements des maires dans l'agrandissement des écoles. Cette année encore c'est 15 retraites de postes qui ont été annoncés dans le département ! Je réussis parfois à convaincre la direction académique de revenir sur les suppressions de classes envisagées, comme ça a été le cas l'an dernier pour le regroupement pédagogique intercommunal (RPI) de Plufur-Lanvellec-Trémel. Cependant cette manière de construire la politique éducative ne peut plus continuer. J'ai saisi la Ministre pour que la qualité du service public de l'enseignement prime sur les méthodes comptables.

2021

Je me suis mobilisé auprès du Ministère de l'Éducation pour conforter les bacs professionnels en filière bois du lycée Freyssinet de Saint-Brieuc.

2022

Suite à mon interpellation, le Ministère de la mer a ouvert un BTS Mécatronique navale aux lycées maritimes de Paimpol et de Nantes.

2023

Préalablement à toute décision de fermeture du collège de Corlay, j'ai émis le souhait de garantir à chaque famille dans chaque commune une qualité d'enseignement pour les élèves.

N'hésitez pas à faire appel à moi !

g.lahellec@senat.fr - 02 96 63 03 48 (Permanence) - 01 42 34 44 07 (bureau au Sénat)

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Je suis depuis le renouvellement du Sénat, Vice-président de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation. La délégation est chargée d'informer la chambre haute sur l'état de la décentralisation et sur toute question relative aux collectivités territoriales. Chaque année, je reçois également au Sénat les élus locaux lors du Congrès des maires.

Dans le cadre de la Délégation, nous avons élaboré deux rapports relatifs au mandat de l'élu local :

- «Comment être après avoir été ?» : les enjeux de la fin de mandat d'un élu local, dont j'ai été rapporteur;
- Faciliter l'exercice du mandat local.

Ces travaux ont servi à l'élaboration de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local, adoptée par le Sénat le 7 mars 2024 et transmise à l'Assemblée nationale le 8 mars 2024.

Dispositions adoptées au Sénat sur le statut de l'élu local

La liste n'est pas exhaustive, consultez l'ensemble du texte : <https://www.senat.fr/leg/tas23-078.htm>

Améliorer le régime indemnitaire des élus locaux

- Rehaussement du plafond des indemnités de fonction versées aux maires et aux présidents de délégations spéciales ;
- Calcul de l'enveloppe indemnitaire globale sur la base du nombre maximal d'adjoints au maire (possible hausse en vertu de l'article L. 2122-3 du Code général des collectivités territoriales).

Sécuriser la sortie de mandat des élus locaux

- Éligibilité automatique des membres du conseil municipal à la VAE et au bilan de compétences et création d'un mécanisme de certification des compétences correspondant à l'exercice d'un mandat local ;
- Prise en compte des crédits d'heures dans le calcul des droits à l'allocation de retour à l'emploi ;
- Extension du bénéfice de l'ADFM (allocation différentielle de fin de mandat).

Améliorer les conditions d'exercice du mandat

- Remboursement obligatoire des frais de transport engagés par les élus ;
- Possibilité de percevoir des indemnités journalières et de poursuivre l'exercice du mandat en cas d'arrêt maladie ;
- Extension du champ des autorisations d'absence des élus pour l'exercice de leur mandat ;
- augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu ;
- Un intérêt public ne constituera plus un intérêt au sens des dispositions du Code pénal relatives à la prise illégale d'intérêts.

Systeme assurantiel des collectivités territoriales

En France, 10% des communes sont confrontées à des résiliations de contrats ou de fortes hausses de leurs factures. Suite aux interpellations locales, j'ai participé à la réunion de la commission des finances abordant les problèmes assurantiels rencontrés par les collectivités. Le travail se poursuit pour déterminer les conditions d'assurance acceptables et soutenables financièrement pour l'ensemble des collectivités.

Collectivités territoriales et associations

Aujourd'hui, certaines associations arrêtent des manifestations qu'elles organisaient traditionnellement car l'État impose aux communes de faire payer aux associations l'usage de salles municipales. Dans le cadre de la proposition de loi relative à l'engagement bénévole, mon groupe a fait adopter un amendement qui consiste à accorder aux communes la possibilité de leur délivrer des autorisations d'occupation du domaine public à titre gratuit !

Pour plus de renseignements, contactez mes collaboratrices !

Victoria GIRONDEAU (06 72 71 08 32) et Pauline JACQUES (07 88 42 58 38)

AGRICULTURE ET PÊCHE

Dans le cadre de mon mandat parlementaire, j'agis activement pour la sauvegarde et le développement des filières de l'agriculture et de la pêche eu égard à la place importante qu'elles occupent dans l'économie des Côtes-d'Armor. Étant issu du monde paysan, l'agriculture est une question que je connais bien, je me rends chaque année au Salon de l'Agriculture, assiste aux comices agricoles locaux et visite très régulièrement nos fermes costarmoricaines.

L'agriculture et la pêche représentent une part importante de l'économie dans les Côtes-d'Armor:

- Premier rang des départements français de productions animales avec un chiffre d'affaire de 1.8 milliards d'€ ;
- 7 % des emplois en agriculture, sylviculture, pêche ;
- 875 établissements, 17 500 salariés dans les Industries Agroalimentaires ;
- Premier gisement européen de coquilles Saint-Jacques ;
- Pêche, mareyage et transformation : 125 millions d'€ de chiffre d'affaires.

Pour une juste rémunération de l'agriculteur



La rémunération des agriculteurs est au coeur des revendications de ces derniers mois : inflation sur l'énergie et les intrants, faille des lois Egalim, importation massive (1 poulet sur 2 consommé en France est importé, notamment de Pologne), distorsions de concurrence dans le cadre des traités de libre-échange (tels que le CETA), dérèglement climatique, difficultés accentuées pour les producteurs en bio (23% des 428 exploitations agricoles bretonnes en difficulté sont engagées dans une démarche biologique).

2021 J'ai voté la loi du 17 déc. 2021 visant la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles, déposée par les députés communistes.

2022 J'ai interpellé le gouvernement pour que les agriculteurs en incapacité permanente puissent bénéficier d'une pension de retraite minimale garantie à 85 % du Smic.

2023 J'ai interpellé le Ministre sur l'augmentation du budget des mesures agroenvironnementales et climatiques et sur le soutien à l'agriculture bio.

2024 J'ai posé une question au gouvernement sur la crise agricole et mon groupe a utilisé sa niche pour faire débattre le Sénat du CETA, débat qui s'est soldé par un net rejet du texte !

Travail en cours sur le retour de la valeur ajoutée à la ferme dans le cadre du projet de loi d'orientation agricole.

Pour une pêche durable

Les trois maillons de la filière de la pêche (producteurs, mise en marché et mareyeurs, poissonniers) sont en crise : impact du Brexit et du plan de sortie de flotte, réglementation européenne, interdiction de pêcher dans le golfe de Gascogne un mois dans l'année.

La Bretagne est fortement touchée, notamment en Cornouaille où l'activité halieutique constitue une part significative de l'économie. Toutes pêches confondues (hauturière, côtière, petite pêche), l'activité représente **20 % de la pêche nationale et la moitié de la pêche bretonne.**

2021 Interpellation sur les retraites des pêcheurs dans le cadre du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale.

2022 Question sur les impacts du plan de sortie de flotte sur l'ensemble de la filière pêche.

2024 Question écrite sur le plan de soutien aux pêcheurs impactés par l'interdiction de pêcher pendant un mois dans le Golfe de Gascogne.

Travail en cours sur le maintien des aides au carburant pour les pêcheurs, l'accompagnement du mareyage et des criées, l'allègement des procédures administratives, la modernisation et le renouvellement de la flotte et le financement pour la décarbonation

Venez échanger à ma permanence !

1 ter rue du 71ème Régiment d'Infanterie, 22000 Saint-Brieuc

TRANSPORTS ET ECOLOGIE

J'ai été les trois premières années de mon mandat à la Commission de l'aménagement du territoire et développement durable. J'y ai combattu pour la mise en place d'une vraie politique de développement du transport ferroviaire. J'ai également participé à des missions d'information sur le développement et l'encadrement du progrès technique comme solution écologique.

Ma résolution en faveur du Fret ferroviaire adoptée !

J'ai déposé en décembre 2022 une proposition de résolution pour le développement du transport ferroviaire qui a été adoptée par le Sénat ! J'y défends :

- de diminuer le taux de TVA sur l'achat des titres de transport ;
- de développer des pôles multimodaux dans toutes les villes de plus de 2000 habitants en favorisant l'investissement dans la desserte des petites lignes et en permettant le développement de nouvelles lignes afin de répondre à des besoins particuliers telle la filière bois ;
- de prendre des dispositions exceptionnelles pour contenir fortement l'incidence du prix de l'énergie sur les finances de SNCF Réseau et des autorités organisatrices de transports et, ainsi, contenir les tarifs pour les voyageurs.

Ma contribution à la loi Climat et Résilience

Je regrette qu'un certain nombre de sujets dont la thématique sociale, évoqués dans les travaux de la convention citoyenne, aient été absents du projet de loi et donc du débat parlementaire. J'ai cependant défendu deux mesures adoptées (avant d'être malheureusement retirées en commission mixte paritaire) :

- le doublement de la part modale du fret ferroviaire
- la réduction du taux de TVA sur les billets de train à 5,5 %

2020 : rapport sur le droit à l'eau

En tant que rapporteur, j'ai défendu l'idée que l'État doit accompagner les collectivités dans leur choix d'expérimenter le dispositif de tarification sociale de l'eau qui leur convient le mieux, selon leurs réalités et selon leurs capacités d'expertise.

2023 : rapport sur les fonds marins

En tant que Vice-président de la mission, je recommande une très grande précaution dans l'exploration de ce monde inconnu des grands fonds marins. L'IFREMER et le SHOM bretons ont leur rôle à jouer dans cette optique !

2021 : rapport sur la méthanisation

Je considère que la méthanisation peut constituer un moyen pour décarboner notre agriculture afin que celle-ci reste fidèle à sa raison d'être : nourrir l'humanité. En aucun cas elle ne doit devenir une activité de substitution qui éloignerait l'agriculture de sa vocation nourricière !

2024 : rapport sur le biocarburant

La mission entend dessiner une stratégie de développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2033. J'y contribuerai au premier rang en tant que Vice-président.

Inscrivez-vous à ma newsletter sur mon site internet !

www.gerardlahellec.com

20



Pose de la première pierre de la nouvelle usine des eaux de Saint-Brieuc



A bord du train solidaire affrétant des jouets à réparer par Ti jouets, chantier d'insertion de Don Bosco.



Sauvegarde du site de Nokia à Lannion pour un nouvel équipementier télécom

21



Commémorations officielles du 11 novembre à Plufur



Spectacle de l'artiste Alain Thomas à l'église de Hénon



En manifestation à Guingamp pour la sauvegarde du service de santé dans l'ouest des Côtes d'Armor

22



Au musée du Luxembourg, pour l'exposition « pionnières artistes dans le Paris des années folles »



A Bégard pour inaugurer la médiathèque



Plantation d'un arbre de vie en hommage aux donateurs d'organes à Plussulien

23



A l'Elysee pour le retrait de la réforme des retraites



Contre la fermeture de la maternité de Guingamp



Rencontre avec les élus de Rostrenen

24



Pour défendre les urgences de Lannion



Pour maintenir les facteurs dans le secteur de Plouaret



À versailles pour voter l'IVG dans la Constitution »

Sur le terrain, pendant ces trois années.



Rencontre avec Benjamin Barbaud, directeur du festival Hellfest à Clisson



Rencontre avec les élus de Callac



Célébration de la restauration de l'église Saint-Sauveur de Corlay avec Jean-Yves Le Drian



A la marche violette, contre les violences faites aux femmes de Grâces



Rencontre avec la directrice et les salariés de l'EHPAD de Belle Isle en Terre



A l'inauguration du nouveau siège du Syndicat départemental d'alimentation en eau potable



A l'inauguration de la Tribune Côtes d'Armor quelques minutes avant le match de Guingamp



Rencontre avec les agents de les agents GRDF de Saint-Brieuc en grève



Aux côtés des manifestants contre la réforme des retraites à Saint-Brieuc



Rencontre avec UBAKA 22, association qui œuvre contre le harcèlement scolaire



Au sujet du dispositif Territoires zéro chômeur de longue durée du Centre Ouest Bretagne



Pour la sauvegarde du patrimoine de Notre-Dame-de-la-Merci à Trémel



Avec Servane et Alain Guillaume visitant leur exploitation et leur unité de méthanisation implantée à Tombelaine sur la commune de Plelo



Rencontre au Sénat avec l'ambassadrice de Palestine



Rencontre avec Gaële Le Noane, fondatrice de l'entreprise MARGUERITE & CIE qui lutte contre la précarité menstruelle



A l'inauguration des nouveaux locaux des restaurants du cœur à Saint-Brieuc



A la cérémonie d'hommage aux victimes du terrorisme à Saint-Brieuc



Échange avec le Ministre Marc Fesneau au Salon de l'Agriculture



Accueil au Sénat du conseil municipal des jeunes de la commune de Ploufragan



A la Pantheonisation des Manouchian